

Convention collective

**IDCC : 1525. – MÉTALLURGIE
(Région dunkerquoise)
(31 août 1988)**

(Etendue par arrêté du 10 juin 1989,
Journal officiel du 22 juin 1989)

ACCORD DU 12 AOÛT 2014

**RELATIF AUX RÉMUNÉRATIONS MINIMALES HIÉRARCHIQUES
ET AUX SALAIRES EFFECTIFS GARANTIS ANNUELS POUR L'ANNÉE 2014**

NOR : ASET1451141M
IDCC : 1525

EXPOSÉ

Les parties signataires soulignent le caractère spécifique des négociations au niveau de la profession et rappellent que le présent accord, conclu sur les rémunérations minimales hiérarchiques (RMH) et les salaires effectifs garantis annuels (SEGA), ne peut servir de base à la revalorisation des salaires effectifs telle qu'elle est définie dans les entreprises.

Article 1^{er}

Le barème des RMH servant exclusivement à la détermination des primes d'ancienneté est revalorisé de 1 % à compter du 1^{er} août 2014. La valeur du point RMH, base 35 heures, est fixée à cette date à 4,47 €.

Les montants mensuels indiqués dans le barème des RMH annexé au présent accord correspondent à un horaire de travail de 151,67 heures par mois ou de 35 heures par semaine. Ils tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail. Ils seront adaptés à la durée légale applicable dans les entreprises.

Ces montants mensuels étant fixés pour la durée légale du travail, ils doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 2

Le barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA), valable pour l'ensemble de l'année 2014, fixe, pour chaque niveau et échelon de la classification résultant de l'accord national du 21 juillet 1975, le salaire annuel au-dessous duquel aucun mensuel ne peut être payé pour un horaire mensuel de 151,67 heures ou de 35 heures par semaine.

Ces barèmes figurant en annexe du présent accord s'appliqueront à partir du 1^{er} janvier 2014.

Ces salaires effectifs garantis annuels (SEGA) tiennent compte de toutes les compensations pour réduction du temps de travail.

Ces barèmes des SEGA doivent être adaptés à l'horaire de travail effectif et supporter de ce fait les majorations légales pour heures supplémentaires.

Article 3

Il sera tenu compte, pour la comparaison avec les barèmes des SEGA, de l'ensemble des éléments bruts de salaire, à l'exception des éléments suivants :

- primes d'ancienneté prévues à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective précitée ;
- majorations pour travaux pénibles, insalubres prévues à l'article 20 dudit avenant ;
- primes et gratifications ayant un caractère exceptionnel et bénévole ;
- participations découlant de l'intéressement et n'ayant pas un caractère de salaire ;
- sommes qui, constituant un remboursement de frais, ne supportent pas de cotisations en vertu de la législation de la sécurité sociale.

Article 4

Les valeurs définies par les barèmes des SEGA seront calculées *pro rata temporis* en cas de survenance au cours de l'année de référence des différents événements suivants :

- changement de classification ou de catégorie ;
- départ de l'entreprise ;
- absence du salarié.

En cas d'absence du salarié, il y aura lieu d'exclure des salaires bruts, tels que définis à l'article 3, toutes les sommes versées éventuellement par l'employeur, la sécurité sociale ou tout autre organisme pour indemniser la perte de salaire consécutive à l'absence.

Article 5

La vérification du compte du salarié interviendra en fin d'année civile.

Le versement du complément éventuel devra être effectué au plus tard avec la paie de février de l'année suivante.

Ce complément versé au titre de l'année précédente sera exclu de l'assiette de comparaison pour l'année en cours.

Article 6

Les barèmes des SEGA ne comportent aucune incidence sur les RMH qui servent de base de calcul à la prime d'ancienneté, telle que définie à l'article 15 de l'avenant « Mensuels » de la convention collective de la métallurgie de la région dunkerquoise ainsi qu'aux articles prévoyant des majorations fondées sur le salaire effectif garanti mensuel.

Article 7

Le présent accord établi en vertu des articles L. 2231-5 et suivants du code du travail sera fait en un nombre suffisant d'exemplaires pour remise à chacune des parties contractantes.

En outre, il sera déposé auprès des services centraux du ministère ainsi qu'au secrétariat-greffe du conseil de prud'hommes de Dunkerque.

Article 8

Les parties signataires conviennent de l'intérêt d'assurer au présent accord la plus large application et s'engagent en conséquence à en demander l'extension.

Article 9

Le présent accord prend effet à compter du 1^{er} août 2014.

Fait à Dunkerque, le 12 août 2014.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisation patronale :

UIMM Flandre maritime.

Syndicats de salariés :

CGT-FO ;

CFE-CGC ;

FGMM CFDT DCA 59-62.

ANNEXE

Barème des salaires effectifs garantis annuels (SEGA) pour l'année 2014

Base : 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine.

*Administratifs, techniciens et agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)	
I	1	140	17 414		
	2	145	17 433		
	3	155	17 457		
II	1	170	17 462		
	2	180	17 467		
	3	190	17 589		
III	1	215	17 991	AM1	17 991
	2	225	18 567		
	3	240	18 999	AM2	18 999
IV	1	255	19 989	AM3	19 989
	2	270	20 904		
	3	285	22 287	AM4	22 287
V	1	305	23 627	AM5	23 627
	2	335	25 217	AM6	25 217
	3	365	26 829	AM7	26 829
		395	27 503		27 503

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
I	1	140	O1	17 414
	2	145	O2	17 433
	3	155	O3	17 457
II	1	170	P1	17 462
	3	190	P2	17 589
III	1	215	P3	18 504
	3	240	TA1	19 771

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
IV	1	255	TA2	20 502
	2	270	TA3	21 617
	3	285	TA4	22 817

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	SALAIRE GARANTI	
III	1	215	AM1	18 724
	3	240	AM2	20 295
IV	1	255	AM3	20 887
	3	285	AM4	23 248
V	1	305	AM5	24 180
	2	335	AM6	25 684
	3	365	AM7	28 406
		395		29 092

Barème des rémunérations minimales hiérarchiques (RMH)

Base : 151,67 heures par mois ou 35 heures par semaine.

*Administratifs, techniciens et agents de maîtrise
(sauf agents de maîtrise d'atelier)*

Valeur du point : 4,47 € (changé depuis le 1^{er} août 2014).

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)	
I	1	140	625,80		
	2	145	648,15		
	3	155	692,85		
II	1	170	759,90		
	2	180	804,60		
	3	190	849,30		
III	1	215	961,05	AM1	961,05
	2	225	1 005,75		
	3	240	1 072,80	AM2	1 072,80
IV	1	255	1 139,85	AM3	1 139,85
	2	270	1 206,90		
	3	285	1 273,95	AM4	1 273,95

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	ADMINISTRATIF et technicien	AGENT DE MAÎTRISE (sauf atelier)
V	1	305	1 363,35	AM5 1 363,35
	2	335	1 497,45	AM6 1 497,45
	3	365	1 631,55	AM7 1 631,55
		395	1 765,65	1 765,65

Ouvriers

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	VALEUR	MAJORATION 5 %	MINIMUM hiérarchique
I	1	140	O1 625,80	31,29	657,09
	2	145	O2 648,15	32,41	680,56
	3	155	O3 692,85	34,64	727,49
II	1	170	P1 759,90	38,00	797,90
	3	190	P2 849,30	42,47	891,77
III	1	215	P3 961,05	48,05	1 009,10
	3	240	TA1 1 072,80	53,64	1 126,44
IV	1	255	TA2 1 139,85	56,99	1 196,84
	2	270	TA3 1 206,90	60,35	1 267,25
	3	285	TA4 1 273,95	63,70	1 337,65

Agents de maîtrise d'atelier

(En euros.)

NIVEAU	ÉCHELON	COEFFICIENT	VALEUR	MAJORATION 7 %	MINIMUM hiérarchique
III	1	215	AM1 961,05	67,27	1 028,32
	3	240	AM2 1 072,80	75,10	1 147,90
IV	1	255	AM3 1 139,85	79,79	1 219,64
	3	285	AM4 1 273,95	89,18	1 363,13
V	1	305	AM5 1 363,35	95,43	1 458,78
	2	335	AM6 1 497,45	104,82	1 602,27
	3	365	AM7 1 631,55	114,21	1 745,76
		395	1 765,65	123,60	1 889,25